

«Le coup d'État de la droite ne passera pas», déclare le président bolivien



Photo des archives

La Havane, 19 oct. (RHC)- Le président de la Bolivie, Luis Arce, a mis en avant ce mardi le rétablissement de la démocratie avec sa victoire électorale en 2020. Il a averti qu'avec l'unité du peuple "le coup d'État de la droite ne passera pas".

"Il y a deux ans, la lutte et la conscience profondément démocratiques du peuple bolivien, mobilisé dans tout notre pays, nous ont rendu la démocratie, mais aussi l'espoir, la paix et la stabilité. Avec plus de 55 % des voix, la #Bolivie a dit "ça suffit !" aux putschistes", a écrit le président sur son compte Twitter.

Sous la pression des mobilisations des mouvements sociaux, après que les élections aient été reportées au moins quatre fois, le Tribunal suprême électoral a fixé au 18 octobre 2020 la date des élections

générales.

Dans un scénario de crise économique déclenchée par la corruption du gouvernement de facto et exacerbée par le confinement décrété en pleine pandémie de Covid-19, les candidats du Mouvement vers le Socialisme (MAS), Luis Arce, et David Choquehuanca ont remporté 55,10 % des bulletins de vote.

Le MAS est donc revenu à la tête de la Bolivie avec le défi de relancer l'économie nationale, dont le produit intérieur brut est tombé à moins neuf pour cent en raison de la mauvaise gestion et des détournements de fonds du régime de facto présidé par Jeanine Áñez.

Deux ans après sa victoire aux urnes, le gouvernement de Luis Arce travaille avec l'objectif de maintenir la croissance enregistrée en 2021, grâce à l'application du modèle économique productif social communautaire, au renforcement de la demande intérieure et à l'industrialisation du pays avec substitution des importations.

Cependant, les secteurs radicaux de l'opposition tentent de rééditer un drame similaire à celui qui a conduit à la rupture de l'ordre constitutionnel en novembre 2019.

Les groupes de pouvoir regroupés autour du Comité interinstitutionnel de Santa Cruz, dirigé par le gouverneur, Luis Fernando Camacho, et le leader civique Rómulo Calvo, ont appelé à une grève illimitée à partir du 22 octobre.

Ils prennent pour prétexte l'exigence que le recensement de la population et du logement soit réalisé en 2023 et non en 2024, selon le consensus établi pour garantir les normes techniques requises au niveau international pour ce type d'enquête.

À cet égard, Luis Arce a insisté sur les réseaux sociaux sur le fait que "l'horizon est à nouveau clair, nous reprenons le chemin de la croissance avec la justice sociale" et a réaffirmé sa conviction qu'"avec l'unité du peuple bolivien, organisé et mobilisé, le coup d'État de la droite ne passera pas !".

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/302348-le-coup-detat-de-la-droite-ne-passera-pas-declare-le-president-bolivien>



Radio Habana Cuba